

Face aux discriminations

par Margot Dazey & Élodie Druez

L'expérience des discriminations a un impact direct sur la santé physique et psychique des individus dont elle fragilise l'estime de soi et limite les opportunités. Les habitants des quartiers réagissent quotidiennement à cette épreuve et se mobilisent politiquement pour y faire face.

À propos de : Julien Talpin, Hélène Balazard, Marion Carrel, Samir Hadj Belgacem, Sümbül Kaya, Anaïk Purenne, Guillaume Roux, *L'épreuve de la discrimination. Enquête dans les quartiers populaires*, 2021, Paris, Puf. 420 p., 25€.

À l'heure où resurgit le débat politique et scientifique sur les questions raciales, *L'épreuve des discriminations* offre un travail salutaire sur ce que les expériences discriminatoires font aux habitant·es des quartiers populaires. L'ouvrage se propose de mettre en lumière la souffrance sociale et les résistances ordinaires comme collectives de celles et ceux qui sont confronté·es à des traitements inégaux du fait de leurs origines, leur couleur de peau ou leur religion. Pour ce faire, il mobilise un corpus de 245 entretiens, adossé à des observations ethnographiques dans six villes de France (Blanc-Mesnil, Grenoble, Lormont, Roubaix, Vaulx-en-Velin, Villepinte) et sur trois terrains miroirs effectués à l'étranger (Londres, Montréal, Los Angeles).

L'ampleur des discriminations ayant été largement démontrée statistiquement, les auteur·es abordent cette question du point de vue de ses incidences biographiques dans la lignée de deux enquêtes majeures : *Pourquoi moi ?* (2013) autour de François Dubet en France et *Getting Respect* (2016) autour de Michèle Lamont aux États-Unis, au

Brésil et en Israël. De ces travaux, les auteur-es reprennent la méthodologie compréhensive (centrée sur les récits de vie des personnes concernées), l'armature conceptuelle (en distinguant microagressions, stigmatisation, discrimination et violence) et l'ambition typologique quant à la gamme des réactions possibles face aux discriminations. Elles et ils s'en distinguent néanmoins par un ancrage assumé en sociologie politique, plaçant la question de la politisation de ces expériences au cœur de l'analyse.

Une phénoménologie de l'expérience discriminatoire

Parce qu'il s'intéresse aux vécus subjectifs, le livre reprend l'approche phénoménologique proposée par Lamont et son équipe, attentive à la manière dont les personnes éprouvent et interprètent les discriminations. Les citations d'entretien maillent la démonstration, les mots et la voix des enquêté-es imprégnant chaque page pour donner à entendre ce que la discrimination « fait aux corps et aux âmes » (p. 2) et la manière dont elle est *ressentie* (sur le plan émotionnel) et *comprise* (sur le plan cognitif).

L'ouvrage commence par documenter les différents affects que suscitent les discriminations. Tristesse, colère, mais aussi sentiments de honte et d'exclusion fatiguent les corps et se traduisent par des pleurs, des sensations de mal-être et de dissociation. La souffrance sociale se donne à entendre dans ses manifestations les plus incarnées, affectant sur le long terme la santé physique et psychique des individus et atteignant leur image de soi.

Par-delà les émotions, les expériences discriminatoires activent également un ensemble de processus cognitifs, déjà bien étudiés par Philomena Essed¹, qui permettent de donner sens à ces expériences. Les personnes discriminées disent toutes leurs difficultés à identifier avec certitude telle interaction comme discriminante, recourant à divers mécanismes pour les objectiver (en en discutant avec des proches, en se comparant à des profils similaires, voire en pratiquant des « auto-testing » dans leur recherche d'emploi). Cette épreuve du doute quant à la réalité de son propre vécu – renforcée par le contexte universaliste républicain prompt à nier les inégalités raciales – interroge sur l'existence d'un rapport minoritaire au réel, fait d'incertitudes

¹ Essed, Philomena. 1991. *Understanding everyday racism: an interdisciplinary theory*. Newbury Park: Sage Publications.

et d'hésitations produites par diverses structures de domination. Par peur du discrédit, les personnes discriminées sont souvent réticentes à évoquer ces expériences en entretien (surtout vis-à-vis d'enquêteur·es perçu·es comme blanc·hes et de classe moyenne), se sentant obligées d'administrer la « preuve » de leur ressenti afin de ne surtout pas paraître « se victimiser ».

Réactions et résistances

L'appréhension affective et cognitive des discriminations trouve son prolongement dans l'étude de l'*agency* des personnes minorisées, c'est-à-dire de leur capacité d'action et de résistance.

Le livre met d'abord en évidence la dimension réactive des appartenances face à l'altérisation que les habitant·es des quartiers populaires subissent. Le fait d'être nié·e en tant que citoyen·ne français·e et stigmatisé·e en raison de leur couleur de peau, de leurs origines ou de leur religion les conduit à s'approprier des identifications collectives minoritaires. Les personnes interrogées décrivent ainsi la façon dont elles en viennent à investir des catégories auxquelles les médias, les discours politiques et les interactions ordinaires n'ont de cesse de les renvoyer. Si les appartenances ethno-raciales (« nous les Noir·es et les Arabes ») et religieuses (« nous les musulman·es ») s'avèrent plus prégnantes qu'une affiliation territoriale (les enquêté·es exprimant un attachement à leur quartier plutôt qu'aux « quartiers populaires » en général), elles demeurent toutefois fragiles, car largement discréditées comme « communautaristes » dans l'espace public français. L'ouvrage esquisse ces appartenances dans leur pluralité, soulignant qu'elles ne sont ni exclusives ni incompatibles avec une forte identification nationale (p. 138).

Au-delà de cette conscience de groupe, les enquêté·es réagissent activement aux discriminations, les auteur·es distinguant des stratégies de composition et de confrontation qui ne sont pas « strictement antinomiques » (p. 142) : un même individu est susceptible de recourir à diverses tactiques selon ses dispositions, le contexte de l'expérience discriminatoire, et selon qu'il s'agisse de réagir à court ou long terme. Au moment de l'interaction, les personnes peuvent alternativement privilégier une certaine « gestion de soi » (en prenant sur elles ou en minimisant les discriminations afin de « réussir » malgré tout), éviter le conflit, répondre par l'humour ou confronter verbalement ou physiquement l'agresseur. À plus long terme,

les personnes minorisées peuvent mettre en place des stratégies d'invisibilisation du stigmate (en ne mentionnant pas leur lieu de résidence ou leur patronyme) – forme de composition plus souvent prisée par les diplômé·es du supérieur – ou chercher à réussir socialement en travaillant plus que les autres (p. 165) ou en devenant entrepreneur·es (p. 167). Elles et ils peuvent également déployer des actions protestataires « à bas bruit », en exprimant leur dissidence via certaines tenues vestimentaires, en réagissant aux intimidations policières via des graffitis ou des insultes, ou en s'appropriant l'espace public via des rassemblements spontanés. Néanmoins, face au coût social et psychologique de la contestation et face à un recours au droit perçu comme hasardeux (p. 176) – notamment dans un contexte de fortes discriminations policières et de méconnaissance des dispositifs juridiques et institutionnels – certains expriment de la résignation, un sentiment d'usure et d'impuissance.

Politisations de l'injustice

Or c'est justement cette question de la résignation et de son pendant – le choix d'une certaine résistance, individuelle ou collective face aux discriminations – qui constitue le cœur de l'ouvrage. Son apport principal réside dans l'analyse des processus de politisation, en étudiant de façon croisée le cadrage des discriminations comme injustes, les pratiques ordinaires de résistance, et les luttes antiracistes. Alternant entre une définition élargie de la politisation (comprise comme montée en généralité et conflictualisation) et une définition restreinte (qui se réfère au seul champ politique spécialisé, pp. 68-70), l'analyse fait le pont entre le vécu individuel et l'action collective, avec pour ambition d'analyser de manière processuelle le passage de l'un à l'autre.

Ces processus de politisation s'articulent étroitement aux émotions éprouvées et au travail d'identification des discriminations, les auteur·es cherchant à préciser la manière dont le sentiment d'injustice se construit et s'actualise. Quelles dispositions (émotionnelles, cognitives, morales) et quels événements (rencontres, chocs) permettent aux victimes d'éprouver des expériences discriminatoires comme « injustes », car venant heurter leurs attentes normatives en termes d'égalité de traitement ? Sous quelles conditions ces situations d'injustice sont pensées comme relevant d'une responsabilité individuelle ou au contraire de causes systémiques et institutionnelles ? À partir de ces questionnements, les auteur·es cherchent à saisir ce

que politiser veut dire au plus près du vécu des personnes, dans un contexte défavorable en termes de ressources individuelles et de contraintes institutionnelles. Elles et ils dépeignent des pratiques protestataires ordinaires relevant de la « *street politics* », incarnées dans des logiques d'appropriation des espaces urbains (avec l'organisation de barbecues ou de piscines « sauvages » par exemple) et des comportements déviants vis-à-vis des normes dominantes (comme lors de la célébration d'équipes de football africaines dans un contexte de suspicion de leur loyauté nationale). Pour autant, ce repérage du politique sous ses multiples facettes n'est pas toujours évident : l'affirmation que les discriminations sont dues à « l'imaginaire collectif » en France (p. 76) traduit-elle une forme de politisation propice à l'action ? Ou relève-t-elle d'une essentialisation de la société française nourrissant un certain fatalisme quant à ses possibilités d'évolution et, in fine, une posture de résignation ? Inversement, ne peut-on pas supposer que certaines formes de résignation et d'apathie sont politisées, c'est-à-dire adossées à un discours politiquement construit et informé, et potentiellement favorables à des réalisations de soi émancipatrices ? Finalement, est-il juste de considérer les réactions aux discriminations selon un axe linéaire de politisation, allant de la résignation à la mobilisation et faisant d'une « action collective pérenne » (p. 265) un certain horizon normatif ?

En dialogue avec ces formes ordinaires de politisation, l'enquête se penche enfin sur les trajectoires d'engagement au sein d'associations locales, à l'encontre des stéréotypes médiatiques et académiques selon lesquels les quartiers populaires seraient des déserts politiques. Elle décrypte les mécanismes conduisant à des formes de politisation plus institutionnalisée, ce type d'engagement militant nourrissant des formes d'*empowerment* et d'auto-habilitation comme citoyen.ne. De telles trajectoires sont plus souvent le fait de descendant-es d'immigré-es qui disposent de ressources universitaires et sont mobiles socialement, mais peuvent également résulter de liens de sociabilité forts dans les quartiers (p. 217) ou encore de chocs moraux dus à des événements traumatiques (p. 219). Les membres de ces associations sont confronté-es à des obstacles structurels, au premier rang desquels le risque d'une disqualification de leur cause et la difficulté à faire valoir les discriminations comme systémiques face à un discours républicain hostile au vocabulaire de la race et à des dispositifs d'action publique qui mettent l'accent sur les préjugés individuels. Face à de telles contraintes, les militant-es ont alors plus facilement recours à un travail de conscientisation et d'éducation populaire – via l'organisation de festivals, de formations, de conférences visant à faire reconnaître la prégnance des expériences discriminatoires souvent invisibilisée dans la société française – qu'à des modes d'action protestataires. Si leurs

actions ont des effets politiques limités, quelques contextes apparaissent plus favorables que d'autres, donnant à voir l'hétérogénéité des « quartiers populaires ». Même si les auteur·es soulignent avant tout l'inertie des politiques publiques locales, les municipalités orientées à gauche semblent ainsi faire preuve de davantage de volontarisme en matière de lutte contre les discriminations, tandis que la présence d'entrepreneurs de cause au sein d'institutions locales peut faciliter la mise à l'agenda politique de ces thématiques.

L'ouvrage cartographie ainsi les incidences biographiques des expériences discriminatoires à partir d'une focalisation originale sur les processus de politisation. À travers son entrée par les quartiers populaires, considérés comme « des miroirs grossissants, mais aussi peut-être déformants, des formes intersectionnelles de stratification sociale » (p. 26), il invite à revisiter ces dynamiques dans d'autres contextes, sans nécessairement recourir à un cadrage territorial qui pourrait involontairement contribuer à une spatialisation des problèmes sociaux.

Publié dans lavedesidees.fr, le 13 septembre 2020.